



DROIT PUBLIC 2018

Table des matières

1	LE DROIT	2
1.1	Le droit et son contexte	2
1.2	Classification des droits	2
1.3	Les systèmes de droit	3
2	DROIT ADMINISTRATIF	5
2.1	Nature	5
2.2	Contexte	5
2.3	Les prérogatives de l'administration	5
2.4	Champ d'application	6
2.5	Le contrôle	7
2.6	Le recours	8
2.7	Responsabilité de l'administration	8
3	LE STATUT DES FONCTIONNAIRES	9
3.1	La fonction publique	9
3.2	Le statut des fonctionnaires	9
3.3	la situation légale des fonctionnaires	9
3.4	Recrutement	10
3.5	Carrière	10
3.6	Obligation des fonctionnaires	11
3.7	Sanction des manquements	11
3.7.1	sanction disciplinaire : ou pénale	11
3.7.2	procédures	11
3.7.3	nature des sanctions	11
3.7.4	contestation	11
3.8	Droit du fonctionnaire	12
3.9	Fin de carrière	12
3.9.1	Cas généraux	12
3.9.2	Fin anticipé	12
4	Les institutions européennes	12
4.1	Commission européenne	12
4.2	Parlement européen	13
4.3	La cours de justice européenne	14
4.4	Conseil européen : conseil des chefs d'état et de gouv	14
4.5	La BCE	14
5	Budget de l'Etat	15

1 LE DROIT

1.1 Le droit et son contexte

Le droit n'existe pas : Systèmes différents : ex : innovation acceptée par défaut ou soumise à autorisation.

Passé et contexte socioculturel Issu du droit romain avec spécificité française, révolution française. droit égalitaire Droit société pauvre + strict que société riche car conséquences + importantes. Ex : peine de mort si brulage de récolte Droit société pratiquante, religieuse + strict que athée : si le droit vient de dieux on ne peut le changer et on l'applique strictement. Il y a dieu et aussi le diable. Si transgression du droit ça vient du diable : possédé du démon. Ex : on peut tuer les incurables qui le demandent. Dans athée, le droit vient de choix humains. USA : vérifier s'il n'y a pas un life time CAP Comparaison : Comparer le droit des différents pays est intéressant. Vmba (Allemagne) = sarl (française) vient d'une copie du système allemand pour petites entreprises Qui n'ont pas besoin de pdg, de CA, etc. Ex : pb banque : la banque à des avocats spécialisés vs le client qui n'a rien. Mais les scandinave ont L'OMBUDSMAN = médiateur du crédit saisi gratuitement, connaît le type d'affaire, indépendant des deux parties. 300 € d'agios anormaux. Statuta sur les torts de chacun. On ne va plus en justice pour passer outre l'avis du médiateur car frais inutiles. Abus de procédure. Le défenseur des droits = médiateur vis-à-vis du tribunal administratif, litige avec l'état. Tout le monde n'a pas accès au juge, avocat donc idée médiateur bonne et comparer les droits es bueno.

Ex : japon : bateau efficace, habillé chapeau eau de forme, redingotte, ... copie les gens de la city. Le japon féodal, militariste, confucien pas droit. Droit japon copie droit allemand reich en japonais et on bouche les trous avec le droit fr napoléon. INDE ET chine ont un pb : les terres sont collectives donc on ne peut acheter un terrain à quelqu'un. USA : appart acheté un apt qui a été donné en garantie à une banque = gros pb France : système notariat, déréglementer le notariat. Officier ministériel repr l'état ; acte authentique. Acheteur de bonne fois est chez lui pas comme aux USA. Il faut savoir à qui appartient tout ; la chine a acheté le système du notariat et constituer un cadastre ; photocopie du sys français. La Syrie antique : 1er textes structuré ; code d'amorabi. Nazi : pas une bonne idée d'être juif, définition du juif ? transmission essentiellement par la mère. Recours près le tribunal administratif : mère et père juif mais infidèle avec HELMUT MORT EN RUSSIE. Expertise pour savoir si l'enfant est juif ou non et suspensif. En Allemagne, citoyen allemand. Si la grand-mère est aussi infidèle => statut demi juif, puis quart de juif, ... Réussi à tenir toute la guerre jusqu'à début 1945 ; respect du droit nazi. A subi un traitement spécial = gazé. Gandhi : intouchable sont des fils de dieux. Rendent impures surtout vis-à-vis des hautes castes. Mort impure et réincarnation en « moustique ». les gens des hameaux leur ombre peuvent vous rendre impure comme des lépreux. Gandhi a fait évoluer le droit sur les intouchables et pb de dot des filles ; interdit de brûler la fille dont les parents n'ont pas payé la dot en 1983.

Relativisation : L'émergence d'un droit européen :

1.2 Classification des droits

(selon le social, le rôle et les sources)

L'ordre social : Ex : voisin plonge ds votre piscine, pas d'eau, fauteuil roulant, attaque le fabricant piscine, responsabilité sans faute, assurance rembourse, courant aux états unis, au USA, on ne paie pas l'avocat, mort hôpital femme 92 ans, attaques en dommage et intérêt et prend les 2/3 ; on fait payer le solvable + dommage punitif si le condamné a eu un comportement anormal ex : fab de tabac : 300 milliard de \$ à une asso en 1ère instance. En appel, juristes professionnels qui ramènent à des sommes bcp plus faibles : 300 milliards avec somme très faible ; mont santo en appel glyphosate en appel max quelques millions ; ex : mais bnp paribas, transac avec l'iran, Panoplie de batman : ne permet pas de voler, conserver notice et lire avant la notice et garder le document ; voiture : protège parbrise.

Jean phil ducourneau : billet de tac o tac, gratte 400 000€ max, 0€, rien n'apparaît, va en justice, on lui propose 5000, 10000, 15000, voulait 400 000 en justice il a perdu.

Variation pour le plaisir : porno avec chants sacrés, juste des référés, rapide, interdiction de diff du film. En France, ça n'a pas été accepté. En France, le droit est diff des USA.

Droit laïque décidé par l'homme Société collectiviste : tous les droits appartiennent à l'état, pas de droit de propriété Société communautaires : Droit de la famille, de la tribu, ... pas de droit individuel car appartient à la communauté comme un doigt ou un genou d'un corps ; un genou ne peut porter plainte contre son propriétaire ! Société individualiste : c'est l'individu qui a des droits, interdiction d'une punition collective.

Droit communiste : collectiviste, Afrique : communautaire

Le rôle du droit :

1 - Pays occidentaux utilisent le droit pour faire changer les choses : ex : homophobie délit force la société à changer avec un texte de loi.

Exemple : fumer au cinéma et dans les avions puis dans les bars tabacs, restaurant ; Le non fumeur a le droit pour lui. Mariage gay, parité : droit sert à faire évoluer la société.

2 - Ailleurs, Droit sert à imposer ce que veut l'état : exemple de la Chine, lettré de l'empereur dit le bon comportement, le repr du parti, droit défini par l'état et protège l'état contre les contestations, on fait ça.

Faire connaître la volonté de l'état par le membre du parti communiste ou le religieux

Les sources du droit :

La coutume :

Droit commercial et ses coutumes : paraissent délivrés par des CCI 1000 max en liquide mais exception vendeur de viande paie tout en liquide. UK : en Angleterre soumis à la constitution, monarchie constitutionnelle, coutume, mais comme il y a la constitution britannique basée sur la coutume ; droit immobile droit des sages et des anciens, droit repose sur la qualité des anciens ; vieux cons => système marche mal. 1- Système de droit coutumier : pouvoir des anciens 2- Système avec lois : pouvoir des politiques, trop de lois, pas juriste, non abrogation de lois ancienne en contradiction potentielle, abrogation chronophage, mais au bout du compte ; il y a des lois qui ne sont pas appliquées. Ex : des bateaux pétrole à pavillon français : pétrole brut sur pavillon étranger à Rotterdam, total importaient ses propres produits, achat de produits importés, perte de l'industrie du raffinage car loi avec pétrole brut et pas « produits pétroliers ». Sous pasqua, catég de gens expulsables sans intervention du juge et cat. Non expulsables. Loi mal écrite, personne appartient aux deux ; juge se déclare incompétents et les relâchent. Loi droit de l'actualité et des politiques. La loi : totalement politique

La coutume : constitution coutumière en Angleterre.

La jurisprudence

Jurisprudence : argumenter sur des décisions prise sur des affaires comparables. Ça se fait bcp chez les anglo saxon. Ex : prof éco/enac recherche de décision Robert/supaero, ... Litige : fouille d'archives, bcp de monde et de surface, immobilier chère, avocats chers. C'est donc un droit qui coûte très cher. Vous avez le fric vous avez gagné.

Si une jurisprudence n'est pas respectée on dit que le jugement n'a pas fait jurisprudence

Le contrôle constitutionnel :

Contrôle const. freine les évolutions : cours suprême (usa), cours const de Karlsruhe (Allemagne) nommé à vie ! en poste pendant 30-40 ans – on peut interdire la peine de mort, ... Oriente ce qui peut être fait en droit pendant 30 ans. Si la cours passe à droite pendant longtemps elle le restera et les lois droitistes passeront plus facilement.

1.3 Les systèmes de droit

Droit occidental

Individualisme : ce sont les gens qui ont des droits

Libéralisme : en lang juridique ce n'est pas un terme économique Droit d'être protégé contre l'état, existence d'un tribunal pour accuser l'état

Indépendance du judiciaire par rapport au pouvoir politique et religieux : Un tribunal iranien à s'opposer à une autorité religieuse.

Indépendance du judiciaire faible en France jusqu'à peu. On téléphonait au juge ! pas de liberté de la presse sous de gaulle.

Droit romaniste : lois expliquent comment traiter une affaire. C'est une grammaire ou un théorème. Règle abstraite appliquées techniquement. La « common law » : innocent avec un dossier mauvais mais personne ne croira à l'innocence ; on négocie la non préméditation ou l'homicide involontaire avec imprudence aggravée sinon procès. Si on plaide non coupable, on va au procès, on ne sait pas ce que l'accusation possède avant mais après l'accusation est obligé de fournir le dossier complet.

Donc la common law bcp de droit avec des loi non écrite, bcp de jurisprudence, moins pour les romanistes

Les droits nordiques : un peu des deux

Droit communiste : russie, chine Dans les deux cas : état fort, codification de ce que veut le pouvoir. Droit pour détruire l'individualisme. Individualisme collectif e.g. entreprise ou exploitation agricole vente plus cher. On ne cherche pas instaurer une dictature , Role actuel : role de maintien de la dictature.

Droit Asie/Afrique

Droit coutumier africains Droit coutumier, principe de base la solidarité. Pb en matière de création d'entreprise et d'économie car difficile de vendre Avec profit, on ne peut pas en vivre car vente à prix coutant. Partir en ville n'est pas une solution. Droit coutumier a ses limites => droits coutumier + droit qui traite les aspect non traiter par la coutume ; droit des anciens colon ou droit communiste. Si affaire inter ethnique, le droits moderne.

Droit musulman : droit religieux, immobile, droit casuistique interprétation de cas concrets, si le prophète a dit « l'assoiffé peut boire à la source de son voisin » ; branchement pirate à la source de l'ENAC, au réseau internet. Chacun le traduit à sa manière. Extension du droit ; ne s'applique pas au non musulman.

AU JAPON, les entreprises s'entendent, je construit l'aéroport, et toi l'autoroute... Aux USA c'est interdit. Des droits ont tendance à s'étendre ailleurs. Rhomeny, fatua contre rushdi, si qq le tue il ne pourra pas être condamné.

Droit hindou : se conformer à sa place dans la société. La caste n'est pas pas une cat. Socio professionnelle. la caste est innée. Caste chaque sous caste associée un métier. On ne peut pas changer de métier. C'est un monopole. Ex : boulanger, boucher, forgeron, concours fonc pub bac+5 passe concours bac. Tenir sa place. Mauvais comportement dans une autre vie. Si bon forgeron, réincarnation en boucher, etc ne ralez de rien ; situation consequence vie passée. Il a les sick et les musulmans si interethnique, droit britannique.

Droits confucéens : exigence de ne pas troubler l'autorité du monde. L'envoyé de l'état ou le partie communiste. Japon : cadre féodal, le seigneur, cadre militariste, confu : evite le trouble soumet toi, boudiste : accepte ton sort.

Japon : Droit allemand au japon, en 45 droit américain appliqué uniquement au droits des affaires, il ne l'applique pas, pays ajuridique, on ne porte jamais plainte, pareil que « cafter » à tort ou à raison. On arrange les affaires entre soit. Loyer pas payer ; embauche des hurleurs pour perte de la face du mauvais payeurs.

AG entreprise : actionnaires mal traités, si actionnaire se plaint empeche les gens de parler de force. Souck dans l'assemblée générale.

2 DROIT ADMINISTRATIF

2.1 Nature

Droit privé : gains importants Droit des affaires, droit de la famille Charge de notaire = plaque de taxi Notaire qui travaille chez un notaire proprio de la charge = simple ingé du droit

Droit public : \$ 1 – droit constitutionnel : Constitutionnaliste de bfm

2 – droit Administratif Moins prestigieux : relation avec les adminsitrés Juge administratif, ... : pas bcp d'argent à se faire

France : Etat unitaire depuis env 1000 ans USA : pas d'état unitaire, etat fédéral relativement faible. Etat : prison à vie pour 3 joints, peine de mort ou pas.

France : état décentralisé, Monaco n'a pas besoin de décentraliser. Région ou commune : zone autonome. L'employer municipal n'obeit qu'au maire meme si le maire doit suivre le prefet. Etat déconcentré : le département, Le prefet c'est l'état central. Premier ministre du département, soumis à l'état.

Dans un état de droit, le gouvernement doit respecter les textes.

3 – extension du droit administratif : le code de la secu sociale. Mais la secu n'est pas l'état.

DROIT ADMINISTRATIF ET ETAT DE DROIT

L'état se soumet au droit, louis 14, Adolphe NON Contrôle avec tribunal Aboutissement de la démocratie ; louis 14 révoque l'édit de Nantes, les protestants se barrent.

Aux USA, et UK pas droit administratif.

L'état a un droit spécial, le droit

Les tribunaux admin se sont mieux comportés et maintenu un état de droit plus strict Malgré l'occupation allemande. Les trib admin ont tjrs maintenus une certaine équité Dans un régime dictatorial. Droit qui n'est pas abusivement favorable à l'Etat.

2.2 Contexte

2.3 Les prérogatives de l'administration

La décision exécutoire : privilège du préalable, exécution d'office

si décision de l'admin, elle s'applique même s'il y a erreur

- les pouvoirs : réglementaire, police, IMPLICITE, LES ORDRES PROFESSIONNELS

un reglement est une sous loi : faire des textes dans des domaines moins important que la loi qui doit passer par le parlement, etc.

le recteur, le maire, préfet, etc ont des pouvoirs réglementaires. les ministres n'ont pas de pouvoir reglementaire ! ils écrivent des circulaires ministérielles. les circulaires sont elles valables après le départ du ministre.

- les dérogations au droit commun

POLICE : interdire une manif culturelle, film : liberté mais pour raisons d'ordre public, recours non suspensif. mesure doit cesser si les raisons n'existent plus. (couvre feu, ...). Le pouvoir de police ne crée pas de droit. on empêche la diff du film et on retire la police ; pouvoir maire, préfet, interrompt, prend sa décision qd il veut.

LE POUVOIR IMPLICITE : chef de service qui a sous son autorité des subordonnés. décisions qui s'applique, autorité hiérarchique : alcoolique, le pouvoir hiérarchique est admis par la justice mais sanction éventuelles a posteriori.

LES ORDRES PROFESSIONNELS : deux panneaux indicateur de cabinet médical, interdiction de faire de la pub pour les médecins. possibilité d'éditer des règles et sanction : interdiction d'exercer pour les médecins.

révocation des IENAC 16 par les ienac 93.

Ordres créés au cours de l'été 1940, 16 août 40 création de l'ordre des médecins : interdiction de médecins juifs, les avocats.

contrat administratif : marché de 4 ans avec contrat de droit public qui peut modifier ou interrompre le contrat avant la date pour raisons public mais réparation, ou sanction pas de cravate verte, ou modification des cours à donner, ou (contrat de droit privé ne peut être modifier). le fonc peut être sanctionné alors que les fautes ne sont pas listées comme ds un contrat de droit privé. l'admin peut être en faute, exemple paiement des prestations aux entreprises privées.

L'admin doit passer par un appel d'offre, ne choisit pas son co-contractant sauf en calibrant le marché. concurrence pour contrat ENAC de Bruner ; juriste moldave. la croix du midi diff des appels d'offres confidentiel, mettre des règles, cheveux blancs ;-) mais si marché important, l'admin est tenu de ne pas pouvoir choisir son co-contractant.

si enac décide de faire des ienac, arrêt contrat et indemnité

régime des biens privées ... et publics :

expropriation : raisons d'intérêt public, expro valide juste et préalable à l'indemnisation, qu'après indemnisation. niveau indemnisation correct mais être payé avant.

en 1982, nationalisation = achat obligatoire d'actions donc indemnisations.

Procédure de l'alignement : élargir une voie, haussmannienne. non autorisé à réparer l'immeuble ; on peut exproprier. alignement plus pervers ; tu peux rester chez toi mais vie dure et revente difficile. alignement par rapport aux routes, rivières, domaines public par nature ; bord de seine à paris ; la zone de littoral : entre marée haute et basse zone public. on ne peut privatiser des plages.

les txt européens parlent de l'élargissement du domaine public jusqu'à 400m.

zone d'aménagement différé (ZAD)

gare TGV, métro, world trade center, musée du louvre, terrain à bâtir de base. j'ai un terrain avec mes vaches. terrain passe en ZAD. interdit de vendre et rachat au prix du terrain agricole. terre agricole. labège = agricole. trois brasseurs, terrain prend de la valeur. si passe en ZAD on ne vous rachète pas au prix réel.

maison entre autoroute et TGV mais passe pas sur votre terrain ; respons sans faute, indemnise les voisins du préjudice.

chantier public ; on va mettre des algeco < 5ans renouvelables., indemnisés.

LES POUVOIRS JURIDIQUES DE L'ADMIN SONT EXHORBITANT i.e. sans commune mesure avec le droit commun.

les catédral ap à l'état, on ne peut saisir tout ce qui appartient à l'état. téléphone noir en bakélite PTT ; insaisissable. le pont de l'île de Ré ; pont illégal inauguré évient propriété de l'état inaliénable.

Eric Worth a réussi à faire vendre un parcel ap à l'état de forêt de Chantilly ; vente qd même ; prix faible. ds certains cas vente possible si échange que d'autre. globalement l'état ne vend pas : incessibles et insaisissable.

exception : immeuble de bureau.

2.4 Champ d'application

SPA : service public administratif : ENAC, ... terrain ap à l'enac mais non privé, personnalité morale, existence juridique.

intérêt des établissements publics : possibilité de recevoir des dons : rd étudiant 200 m², don à l'hôpital etc on ne peut donner de l'argent pour lui dire de faire ça.

- indépendance par rapport au pouvoir central : supaero, année de césure obligatoire mais non légal !! ex : opera de paris programme ce qu'il veut donc indep de gestion.

on fait participer les administrés à la gestion : CCI, Blagnac : parking rentable, cci etab public, fonctionnaires sous statut, argent public, comptable sont publiques, les élus dirigent les élus. les élus non foncélus par des non fonc. commerçant (activité : banque, taxi, toutes les entreprises sont

des commerçants) le milieu des affaires élisent les dirigeants non fonc et gèrent des employés publics statutaires.

fonc ou équivalent :

ex : sang contaminé, EP non contrôlé

mission ne pouvant relever du secteur privé

REGIE / ACTIVITE EXPLOITEE EN REGIE OU EXPLOITEE PAR UNE REGIE ;

EN REGIE : entité publique fait ça avec ses propres moyens. enterrer resp de la commune : sous traitance ou en régie : prendre le kangou cercueil, employé municipal, kangou municipal ; ses propres moyens exploitent donc tribunal administratif.

ex : transport municipal, tiseo exploite les bus lineo géré par toulouse, bus et conducteur toulouse sans création d'entité publique. tiseo était une régie droit privé. mairie reprend tiseo, la régie disparaît. l'eau veolia ou suze prive ou en régie géré par la mairie.

ratp : régie des transports parisiens ; employé par la ratp, bulletin de paie ratp pas mairie de paris donc droit privé.

régie des usines renault ap totalement à l'état ; embauché par renault. régie publicitaire de tf1, une régie est une entité

SPIC service public industriel et commercial

ex : un aéroport,

TRIBUNAL DES CONFLITS : tribu judiciaire, tribu administratif

LES ORGANISMES AUTONOMES : ex : la sécurité sociale en monopole, affiliation obligatoire, agent assimilé fonc mais non public donc privée, dirigée par des commissions paritaires syndicat/- patronat mais ne sont pas proprio de la sécu.

SPIC : relève du droit privé :

- les concessions : routes dommaines public ; terrain public, autoroute construites et exploitées par vinci, etc. rémunération péage après 30 ans de concession. on cesse en principe le péage devrait cesser.

pompes funèbres, aéroport, l'eau

- divers serv publics gérés par des organismes privés ou administration :

poste devenue une entité privée soumise au droit privé mais postier fonctionnaire, poste déficitaire, mais banque postale très rentable. si pas de service postal. etab privé mais sous contrôle d'état.

création de france telecom , on peut dire que c'est une SA avec actions ap entièrement à l'état, puis vente partielle de 5%, puis 49%, puis 33% pour garder minorité de blocage, privatisation en douceur.

- EPICS et entreprises nationales :

entreprise : sncf, edf droit privé ap à l'état. litige devant le tribunal judiciaire.

office hlm privé et public ; il existe des appartements ds le même immeuble dépendant de du public et d'autres des hlm privés donc compliqué

minier privé mais eau public.

centre des congrès, Beaubourg

2.5 Le contrôle

principe de légalité et champ d'application - soumission aux textes

-soumission au contrôle judiciaire

sauf constitution, lois, actes de gouvernement.

- non soumis au ctrl judiciaire : la constitution contrat social population et sys. politique aucun ctrl sur la constitution.

- le conseil d'état > tribunal administratif ne peuvent toucher aux lois.

Navigation en haute mer est libre, chirac traité arrêt essais nucléaires dès que l'on termine les 5 derniers utiles. zone en haute mer mais interdit par "acte de gouvernement".

article 16 : si le pdt de la république pres de l'ass natio, sénat, le 1er ministre et s'adresse au peuple : dictature temporaire, putsch d'Alger de gaulle.

- ordonnances ayant force de loi : dire à l'assemblée autorise décision non soumises au vote. permet au député de ne pas voter des lois difficiles sur le plan politique en vue d'une ré-élection. ex : création de la sécu.

promulguer des ordonnances et appliquées, on peut les attaquer au tribunal administratif.

le juge ne peut pas imposer qqch à l'administration, pas de pouvoir d'injonction. pas de soumission au juge. juge ne peut pas autoriser. si l'admin ne répond pas le juge ne peut autoriser à la place de l'admin. constat et indemnisation seulement.

on ne peut pas saisir une admin ou mettre en prison. en droit privé, les entreprise peuvent être condamnée à la prison pas les administrations.

- l'organisation du contrôle : les tribunaux administratifs, le conseil d'état.

env 40 trib. admin, on délocalise l'appel.

pour le Civil, la cours de cassation vérifie que le droit respecté : juge partial droit non respecté, droit de la défense non respectée. si c le cas on casse le jugement.

pour le public, c'est le Conseil d'état, peu critiqué, constitué d'Enarques.

on peut aller au tribu admin sans avocats (devant les tribus civils non autorisé), simple, procédure inquisitoriale ie le juge étudie les deux dossiers. pas d'audience, pas d'avocats. en général juge admin sur pièce. cours des compte, contestation, => conseil d'état. idem si constatation décision conseil de l'ordre des médecins.

directement conseil d'état : décret presid ou prefet, circulaire ministerielle, contestation régularité election, ex : hamas et lancement chaine de TV en france : direct au conseil d'état qui a validé la décision de refuser la TV.

on peut attaquer le silence au bout de 2 à 4 mois ; qd l'admin ne répond pas ça vaut accord au bout de 2 mois.

2.6 Le recours

Exces de pouvoir : le prefet autorise la circul d'un train nucléaire ds le département. ce n'est pas de son ressort ; il a excéder ses pouvoir. idem : autorise mise en culture OGM. interet à agir = interet froissé, si on cultive un ogm, un reverain ogm, militant antiogm donc pas d'interet froissé donc pas de raison d'aller en justice.

- détournement de pouvoir : greve du zele policier, punition d'un seul policier, promotion, mutation pour m'éloigner. vigipirate, le maire : interdiction stationnement des voitures en surface, il vient de faire creuser un parking souterrain avec retour sur investissement. abus de droit pour un particulier : hospitalet andorre cigarettes 60 fois par jours = notion de détournement de pouvoir.

2.7 Responsabilité de l'administration

agent mal conduit il devait les réparations s'ils fallait en donner. centre national de trasnfusion sanguine CNTS : SIDA, lots contaminés, DIRIGEANT PAYES avec des inétessement, contaminé les hémophiles, surcontaminé mais plus de risque. mais il n'y aurait jamais d'indemnisation. ouverture d'un fonds pas de limite. mais on jour la montre, on va en cassation ; idem pour l'amiante.

aujourd'hui, l'admin est responsable des actes des agents ;

cas papon : complicité de crime contre l'humanité : amende pour 4 millions de francs. vichy ce n'était pas la france. il était secr général de préfecture avant la guerre, pdt la guerre et après la guerre. l'amende n'a jamais payé l'amende.

référé : jugement rapide pas un recours classique mais un recours en référé avec le risque que le recours peut être rejeté. n'aller en référé que si raison objective d'aller vite. arrêt de cette décision. l'intéret public : risque de trouble, prestige france, aller en référé rapide 1 sem max 2 :

référé conservatoire : fac bloquées à toulouse, locaux mis à dispo des étudiants qui préparent les exam. oblige à trouver des salles pour préparer.

le référé liberté : masque à gaz, flic autour de l'enac, enac en quarantaine. atteinte majeure au liberté publiques ; référé liberté en 1 jour. on peut obtenir l'annulation d'une décision en 1 jour et l'état se soumet au juge.

3 LE STATUT DES FONCTIONNAIRES

3.1 La fonction publique

- nature - diversité

FONCTION publique d'état, territoriale et hospitalière

le budget de l'état, projet de loi de finance evt majeures, trsè contrôlé.

tous les gens qui travaille pour l'état ne sont pas fonctionnaire. on est fonctionnaire ou on ne l'est pas être élu président ne fait pas de vous un fonctionnaire.

- effectifs : combien de fonctionnaires sont employés pas vraiment connus, connaît les emploi budgétaire, plusieurs emploi budgétaire peuvent servir des temps partiels.

droit applicable catégorie A B C cat D a disparue mais gens non qualifiés ; on ne sait plus utiliser les "idiots du village". polémique re-crédation d'une cat D. les moins qualifiés vaut mieux être fonc.

l'encadr sup est plutôt moins bien payé. le fonc de base touche plus mais plus diplômé.

employé de la fonc public.

- situation non contractuelle : pas de contrat, on n'a pas signé de contrat, on ne peut pas négocier les conditions, les adapter. les contractuels dans la police ou autres de droits public (tribunal admin) mais non fonctionnaire sauf contrat de 3 ans ou 5 ans. une bonne partie de l'armée est là pour 5 ans ou intégré à l'armée d'active et devient fonc.

- nomination

- titularisation tant qu'on n'est pas titularisé, on n'est pas fonc (sup de co = TBS) l'admin n'a pas à se justifier de ne pas titularisé, evt une indemnité, réparation d'un préjudice sans faute, mais tu as été payé donc tu n'a rien à dire ; auxiliaire dans la gendarmerie et ledu nationales ; même boulot. périodiquement, intégré à la fonc publique mais n'ont pas passé de concours et pas d'exigence de mobilité, affecté chez eux.

- très haut fonctionnaire, nommé non fonctionnaire, des préfets ne sont pas fonc, recteur d'académie, sommet de l'état décide que telle personne sera là. nomination du consul de france à los angeles

- emploi permanent militaire à mi-temps pas possible, embauché nécessairement à plein temps mais possibilité temps aptriel après sous condition de nécessité de service.

- soumission au statut

3.2 Le statut des fonctionnaires

réglemets qui réglent les détails de la carrières.

3.3 la situation légale des fonctionnaires

- situation statutaire et réglementaire

- système de la carrière : ne pas avoir à démissionner pour passer d'un poste à un autre, ds le public progression sans démission.

égalité des fonc d'un même corps.

une décision d'un supérieur hiérarchique n'est pas modifiable par le juge.

- absence de droit au maintien à disposition

3.4 Recrutement

- nationalité - jouissance des droits civiques - position régulière vis à vis du serv national on ne peut pas être déserteur ; si pas fait la journée d'appel à la défense.
- aptitude physique : indemne de toute infection
- discrimination prohibée : politique sauf si droit de réserve non respecté, religieuse ou laïque, homme/femme, évêques : sous préfet mais interdiction des femmes avec le vatican, les pretre sont pourtant des fonc.
- concours concours interne, externe, en france pas de droit à concourir. au usa et en angleterre on peut s'inscrire à tout concours.
- nomination et titularisation.
- justice, police armée, (légionnaires non français) être français ou européens. droit civique : droit être élu, ou de voter.
- si on perd ses droits civiques on n'est plus fonc. à la fin de la période l'admin peut vous reprendre mais sans obligation.

3.5 Carrière

la carrière linéaire

la carrière à détours :

- mise à dispo : fonctionnaires déplacés à la croix rouge ou enac à air afrique et payes par l'admin.
- détachement :
placé hors de votre corps.
exercer un mandat politique
volontaire ou détaché d'office
5 ans renouvelables deux carrières, on ne peut sanctionner dans le corps de détachement. on peut revenir dans corps d'origine.
BRI : oui Nommé à Monaco : poste très intéressant financièrement (oui tout de suite)
- position hors cadre :
1/3 des entreprises publiques ; fonc en pos hors cadre ds entreprise public.
- Disponibilité : pas plus de 10 ans de dispo. sur oute la carriere
 - dispo de droit : s'occuper de tiers parents, mandat electif. demander autorisation : étude d'interet public creation d'entreprise.
3 * 3ans max 10 ans
 - Dispo d'office
 - si indispo se termine et pas d'emploi indemnité de chômage possible
 - proposent 3 postes ; si accepte pas un dess trois ; démissionnaire. si on oublie de demander sa ré intégration ; on est démissionnaire ; ce n'est pas l'admin qui rappelle.
congé parental
- pantouflage

3.6 Obligation des fonctionnaires

- exercice effectif de la fonction : pas le droit d'activité rémunérée annexes sauf exception
- on ne peut être salarié mais on peut aller enseigner et être payé en plus en travaillant pour l'administration. pas de bulletin de paie. mais peut on être auto entrepreneur. compliqué depuis 2016 : demander accord admin. il faut être à temps partiel $\geq 50\%$ 3 ans après il faut choisir.
- si payé sur honoraire salarié si admin, prof libéral donc non salarié dans le domaine de compétence du secteur du fonctionnaire
- artiste : écrivain, oeuvre de l'esprit
- commission de déontologie : 2 ans de délai renouvelable pour statuer
- expertise, consultance sauf si on conseil contre une admin. on peut conseiller une admin contre une autre.
- : DG, PDG on ne peut pas
- on ne peut pas prendre d'intérêt ds une entreprise : 5000€ action air france mais capitalisation en milliard. 10% d'une entreprise ou plus on commence à penser que vous êtes actionnaire de référence d'une boîte. 1/3 ou plus intérêt . autorisation à demander à la commission de déontologie
- respect des ordres hiérarchiques
- affaire des paillotes : illégal ou contraire au droit international. ils avaient la possibilité de dire non.
so on demandent des choses illégales et ne compromettent pas gravement l'intérêt du service public.
- Respect du service public quelle que soit ses croyances.
- prof d'université : droit de tout, lib d'expression
-

3.7 Sanction des manquements

3.7.1 sanction disciplinaire : ou pénale

- si soupçonné d'infraction pénale, gendarme affecté au routier et arrêté pour conduite en état d'ivresse. l'admin doit suivre les décisions du tribunal judiciaire. ex : ivre sur la voie publique
prix pour excès de vitesse \Rightarrow sanction pénale mais pas admin.
- procédure
- nature des sanctions
- contestation

3.7.2 procédures

3.7.3 nature des sanctions

juge renard : forfaiture : empêché l'état de fonctionner = trahison
si une sanction est prise, JOUER LA MONTRE car non applicable si

3.7.4 contestation

recours gracieux tribunal administratif : droits doivent être respectés.
il ne doit pas y avoir de détournement de pouvoir ie vengeance perso !
une promotion pour vous écarter :

3.8 Droit du fonctionnaire

- droit au déroulement normal de la carrière exemple des syndicats en Allemagne les syndicats véritables interlocuteur
- droits généraux du citoyen : fonc droit syndical sauf exception 30ème indivisible : grève 1/4 heure compte une journée. droit collectif avec préavis. pas de grève du zèle : interdit douanier à Poitiers grève du zèle : magnétoscope, dédouaner 4 par jour. + il y a plus de fonc syndiqués en France,
- pas de grève tournante
- pas de grève perlée
- pas de piquet de grève
si on se déclare non gréviste, on vient et on repart, il y a abandon de poste, on vous vire comme on veut. => perte de tous les droits à la défense.
 - droit syndical
 - droit de grève

3.9 Fin de carrière

3.9.1 Cas généraux

- service sédentaire
- service actif

3.9.2 Fin anticipée

- agent féminin :
- démission : pas de demande de ré int après sa dispo.
- sortie anticipée imposée ; abandon de poste
- licenciement : loi de dégagement des cadres, (fin de guerre d'Indochine)

4 Les institutions européennes

création de la CEE

conseil européen <> conseil de l'Europe

commission

conseil des ministres de l'Europe parlement européen à Strasbourg cours de justice européenne

4.1 Commission européenne

origine : Euratom, Ceca

Bruxelles : embryon d'un gouv européen = exécutif européen = gardienne de la légalité européenne.

- surveillance, information, prévention
- donne des dérogations aux traités
- sanction, poursuites traîne le pays devant la cour de justice européenne
- représentation

- mandate la commission européenne, projet d'accord possible, faire pour le mieux. elle nous repr pour la signature de traités.
- décide de l'ordre du jour du conseil des ministres = elle a l'initiative législative. tous les textes européens sont rédigés par la commission mais ce n'est pas elle qui décide elle réunit le conseil de l'UE (CUE : conseil des ministres) pour cela.
- 18 commissaires pour 27 pays dans le future.
- 25 000 fonctionnaires (3 divisions d'infanterie) bcp mais 500 millions d'hab dans la communauté européenne.
- des délégations de pouvoir de normalisation majorité simple sont accordées à la commission. ex : des phares jaunes en france, Allemagne ampoule blanche. normalisation des retro de tracteurs, interdiction des ampoule à filaments, accordée à l'unanimité droit justice police Unanimité maj simpl 14/27 : maj qualifiée : 55% etats/65 % population : majoritaire
modification de la fiscalité tva entre 18 et 25% pas à l'unanimité mais en dehors comme fiscalité à 5.5 il faut l'unanimité.
toute harmonisation fiscale nécessite l'unanimité.
le txt arrive au conseil des ministres CUE, on le vote. droit d'amendement des ministres. ex : subventions agricoles réduites de 15% si les amendements sont excessifs, la com peut retirer son txt. si les 27 ministres le votent à l'unanimité avant le retrait, il est appliqué.

Quels sont ces txt :

- obligatoires : reglement, directive reglement s'applique à tous les pays sans nécessité de transcription directive : texte n'est applicable qu'aux pays notifiés ex : pêche ne concerne que les pays cotiers, instrument d'harmonisation.
- non obligatoire : recommandation (on fait semblant), résolution (on dit qu'on va l'appliquer), l'avis(bof)

comité de repr permanent : COREPER , travail le texte, en gestation à la commission, crypto conseil des ministres.

permet que les txt qui sortent de la com ne soient pas directement irrecevables.

votes : M+3 un ministre + 3 conseillers (27 ministres + 3 conseillers chacun) puis M+2, M+1, M.

séance de jour, séance de nuit, jour, nuit, jour, nuit : pas d'accord mais les plus résistants qui gagnent, marathons de bruxelles. Les britanniques tiennent tjrs 15mn de plus comme les grecques.

4.2 Parlement européen

au début aucuns pouvoirs mais pouvoir créés par maastricht.

les députés txt 20 voix de majorité, députés français absents, le siège officiel est à strasbourg, session ordinaire 1 jour, 3 semaines à bruxelles l'essentiel du travail est fait à bruxelles.

état payait les logements, déplacement, indemnités de secrétariat, bureau + chambre.

avant le parlement ne faisait rien. une fois que le texte est validé est présenté au parlt européen. si le prl ne le vote pas, le txt n'est pas appliqué, droit de veto c la codécision. peut bloquer le bdget européen. la commission fixe et gère le budget tous les 5 ans en fct des enveloppe budgétaires avec evt accord du conseil des ministres. mais accord sur une justification commune au

rejet du budget par le parlement, retoque le budget. le PE valide la commission ex : moscovici 27 membres après brexit. ex : belge dehen dénigre le parlement, parlement a rejeté la commission - élit le pdt de la commission pareil faut les 2/3 des parlementaires européens. ex : commission santerre, vache folle, Edith Cresson avait nommé son dentiste. pas révoquée mais a démissionné pour mauvaise gestion de la vache folle, favoritisme.

plafonnage à 730 députés.

4.3 La cours de justice européenne

CJE

décisions exécutoires. si décision, les états s'exécutent. sanctionne une entreprise.

10% du chiffre d'affaire CJE crée un droit européen concurrence, social : tps de travail maximum, salaire minimum, ... crée du droit tout le monde peut la saisir, jugement contre les Etats.

ça ne fonctionne que si tout les institutions sont d'accord.

4.4 Conseil européen : conseil des chefs d'état et de gouv

conseil des chefs. chirac et jospin : se répartissaient les tps de parole. la commission de bruxelles ; psychologiquement la com de bruxelles est inférieure au conseil européen. le conseil des ministres est aux ordres du Conseil Européen.

si le conseil europ veut le pouvoir il l'a sauf qu'il ne veut pas.

élection d'un président du conseil européen : actuellement donald tusk polonais, standardiste téléphonique de grand luxe, interlocuteur de trump, etc. donc l'europe a un numero de téléphone, moyen de faire une video conf pour sortir une position communes.

la commission européenne de bruxelles monolithique tous pro europe. le conseil européen non, existe euro septique.

- europe confédérale : états gardent leur indépendances. guerre pays y vont ou pas. pas de partage de budget ex : voisins dans un immeuble, europe des nations.
- fédérale USA, allemagne, bresil : etats unis d'europe, ex : analogie avec une famille

conseil européen peut dépasser un blocage.

les us crée le tarp 700 milliard de dollar, à bruxelles décision du cons européen toutes les banques centrales 700 milliard de €

4.5 La BCE

- Indépendante
- en charge de la politique monétaire, stabilité des prix

essayer de maintenir les taux au plus bas pour stimuler l'économie ou l'augmenter pour ralentir. USA : taux variable : taux bas donne de la marge. si taux haut : economie, taux élevé, monnaie desirable, taux de change monte, la popu paie des taux pls élevés mais achètent moins cher avec l'export, les investissements à l'étranger sont favorisés, pouvoir d'achat en produits importés augmente, limite : il faut que les banques soient endetté auprès de la BCE, si taux augmente en général à 0.25, marge de prets des banques seult de 0.5%, le crédit est un produit d'appel. marge faible donc répercute l'augmentation des taux. combien et à quel taux, (i.e. le volume : 5000€, taux).

la politique monétaire est un meilleur frein qu'accélérateur. BCE prete parfois à -0.4%. On se finance à taux fixe.

- politique monétaire inefficace,
- objectif inflation dépassé : le risque d'inflation est faible car BCE conçue en 1992. émergence, plus de concurrence, prix n'augmentent pas, salaire n'augmentent pas, si veulent augmenter leur pouvoir d'achat , on achete moins cher, internet, amazon etc.
- objectif de stabilité des prix de 2%
- Trichet psychorigide, depuis DRAGHI ; pol monétaire non conventionnelle.

- Grèce : efforts, annonce budget à 3% de déficit mais trichés avec banque goldman sax, personne ne savait, en 2010, le déficit était à 8.5% donc super mario dit fait du non conventionnel. Grèce fait faillite, incapable de se financer taux de 8 à 14% grâce 2% du PIB europe, tous les pays europe ont payé pour la grèce. mais taux italien et espagnol montent aussi mais un pas possible de les financer. l'euro saute. conf de presse de Draghi. mécanisme OMT : si pb avec espagne ou Italie ne peuvent emprunter, alors achat de titres italien. => 4000 milliards d'achat de titre par la BCE, BCE crédite mais n'a pas de compte, pas besoin d'argent.

photocopieuse : s'adresse au marché, je sauverai l'euro what ever it takes et les taux ont chuté pour l'esp et la Italie. la BCE tient son propre compte vs les banque qui ont des compte tenus par la BCE. QUANTITATIVE EASING. DETTE FRANCE 2/3 à 100%. la BCE achete 4000 milliards de dette. la fr a pu emprunter 700 milliards. bce ne peut prêter au état. les banque empruntent à zéro : tabac mineure marlboro. achat + que les déficit des europeen. facilité de financement. les pays ont pu emprunté malgré une note AAA en baisse. prod de déficit jusqu'à 100% les taux ont baissés : 80 milliards. donc avant la crise 2/3 PIB 50 M par ans, depuis 3/3 et 40 M/an.

BCE achete pour 80 milliards par mois, crédite les banques, propriétaire des emprunt d'état c la bce, les état paient à les interet à la bce qui à son tour finance les état prêt à taux zero, on emprunte +, les taux baissent. pas normal, risque allemand nazi. pol pas constitutionnel. tous les 2 trois ans, tribunal karlsruhe rejette la plainte car indépendante.

- euro clone du mark, euro mark, monnaie du mafieux donc euro baisse. bénéfique pour l'export vs : achat de titre pour 4000 milliards au banques. a éviter la crise fi 2010 et la crise grec ; éviter la crise années 30. crise mais fiable finalement.

5 Budget de l'Etat

budget revenu dépense

- secu SS : 600 milliards
- Etat : arbitrage essentiellement sur budget état
- Collectivité Locales : CL, peuvent s'endetter mais uniquement pour les investissements.

Etat budget

- taxer les gens est plus facile
- taxer les entreprises : voiture française et allemande équivalente. 10K€ en sortie d'usine + 20% en sortie de peugeot , 12.2 K€ si allemand à tva 25. on exporte hors taxe. donc normale. si on supprime tous les charges : charges sociales, tva, pb de financement de l'état. pas d'impôt sur les bénéfices, rien. si cout de prod passe à 6000 mais avec tva à 100%. la voiture coute le même en France mais en Allemagne la voiture coute 7500 après tva donc augmentation de la compétitivité de la France vs Allemagne.